

# Avant-propos

Irina Bokova, *Directrice générale de l'UNESCO*

En 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a pris une mesure historique et visionnaire en adoptant le *Programme de développement durable à l'horizon 2030*. Pour la première fois à un tel niveau, le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation a été explicitement reconnu comme un facteur essentiel de durabilité. La durabilité dépend en effet de la capacité des États à mettre la science au cœur de leurs stratégies nationales de développement et à renforcer leurs capacités et leurs investissements afin de relever des défis parfois encore inconnus. Cet engagement rejoint l'essence même du mandat de l'UNESCO et résonne pour moi comme un appel à l'action alors que nous célébrons le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'Organisation.

Cette édition du *Rapport de l'UNESCO sur la science* représente selon moi un tremplin pour faire progresser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, car il donne un précieux aperçu des préoccupations et des priorités des États membres et présente des informations indispensables pour exploiter la puissance de la science et la mettre au service de la durabilité.

Le *Rapport de l'UNESCO sur la science* dresse un tableau exhaustif des nombreuses facettes de la science dans un monde de plus en plus complexe, comme par exemple les tendances en matière d'innovation et de mobilité, les questions relatives aux mégadonnées et l'utilisation des connaissances autochtones et locales pour répondre aux défis mondiaux.

Depuis le *Rapport de l'UNESCO sur la science 2010*, certaines tendances se sont clairement dégagées. Premièrement, malgré la crise financière, la dépense mondiale en recherche et développement (R&D) a progressé plus vite que la croissance économique, ce qui est un signe de la confiance placée dans la science comme source de bénéfices futurs. Une grande partie de ces investissements concernent la recherche appliquée et sont initiés par le secteur

privé. Cela témoigne d'une transformation des comportements caractérisée par une réduction des dépenses publiques dans les pays à revenu élevé, un maintien voire une hausse des financements du secteur privé et une augmentation de l'investissement public des pays à faible revenu dans la R&D. Jamais la question de trouver un juste équilibre entre les avancées scientifiques rapides et l'investissement public à long terme dans la recherche fondamentale à haut risque en vue d'élargir le champ des découvertes scientifiques n'a autant été d'actualité.

Deuxièmement, les disparités Nord-Sud se réduisent en matière de recherche et d'innovation, alors que de nombreux pays inscrivent désormais la science, la technologie et l'innovation dans leurs objectifs de développement, de façon à réduire leur dépendance à l'égard des ressources naturelles et à engager une transition vers des économies du savoir. La collaboration Nord-Sud et Sud-Sud s'intensifie également afin de résoudre les problèmes les plus urgents du développement durable, notamment le changement climatique.

Troisièmement, le monde compte de plus en plus de scientifiques, et ceux-ci sont de plus en plus mobiles. Le nombre de chercheurs et de publications dans le monde a augmenté de plus de 20 % entre 2007 et 2014. Un nombre croissant de pays mettent en place des politiques visant à augmenter le nombre de femmes dans la recherche. Par ailleurs, les scientifiques publient davantage dans les revues scientifiques internationales et coécrivent aussi davantage avec des partenaires étrangers. On dispose aujourd'hui d'un plus grand nombre d'articles en libre accès. Quel que soit leur niveau de revenu, de nombreux pays s'efforcent d'attirer et de retenir les chercheurs en revalorisant les études supérieures et les infrastructures de recherche et en mettant en place de nouvelles bourses d'études et des visas scientifiques. Les entreprises privées délocalisent leurs laboratoires de recherche et certaines universités créent des

campus à l'étranger afin de disposer d'une réserve de compétences plus importante.

Dans ce contexte, le défi consiste à s'appuyer sur ces évolutions de plus en plus rapides en matière d'entreprise et de connaissances scientifiques, de mobilité et de coopération internationale pour éclairer la prise de décisions en matière de politiques et mettre le monde sur une voie de développement plus durable.

Pour ce faire, il est indispensable de renforcer les liens entre science et politique et d'encourager sans relâche l'innovation. La réalisation de nombreux Objectifs de développement durable dépendra non seulement de la diffusion de la technologie mais également de la capacité des pays à collaborer entre eux au service de la science.

C'est à mon avis le principal défi des années à venir en matière de « diplomatie scientifique », et l'UNESCO fera pleinement valoir son mandat scientifique afin de soutenir ses États membres, de renforcer leurs capacités et de diffuser les informations essentielles, qui vont de la gestion durable de l'eau aux politiques de technologie et d'innovation.

La particularité de ce rapport tient au fait qu'il réunit les contributions de plus de 50 experts du monde entier, ce qui lui donne une vision nette du paysage scientifique mondial. Je suis convaincue que cette analyse apportera une pierre à l'édifice d'un développement plus durable pour jeter les bases de sociétés du savoir plus inclusives à travers le monde.

*Inia Borius*

